

Sébastien LEDOUX, *La Nation en récit. Des années 1970 à nos jours*

Paris, Éd. Belin, coll. Histoire, 2021, 345 pages

Geoffrey Grandjean

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32305>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.32305](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32305)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2023

Pagination : 465-468

ISBN : 978-2-81430-502-1

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Geoffrey Grandjean, « Sébastien LEDOUX, *La Nation en récit. Des années 1970 à nos jours* », *Questions de communication* [En ligne], 43 | 2023, mis en ligne le 01 octobre 2023, consulté le 18 octobre 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32305> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32305>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

partir de cadres théoriques socio-constructivistes, étudiant *comment* les journalistes construisent diverses formes de réalités, mais aussi des approches « hyperréalistes », qui incorporent à la fois la possibilité de reconnaître que l'objectif de nombreuses pratiques et cadres éditoriaux est de rapporter « la réalité telle qu'elle est », ou à tout le moins des « signaux de la réalité », tout en ancrant cet objectif dans l'incertitude inhérente à de nombreuses (formes de) réalités. Ces propositions sont stimulantes et décloisonnent un enjeu très actuel autour de l'objectivité/partialité des médias, souvent au centre de polémiques, en mobilisant des acquis théoriques traditionnels à des approches plus novatrices, notamment celles de Jesse Owens Hearn-Branaman.

Revenant sur le concept de *fake news*, à nouveau dans une perspective historique, le chapitre de Peppino Ortoleva montre l'utilité de replacer « le moment *fake news* » que notre époque traverse dans des contextes extra-journalistiques plus larges. En empruntant les typologies temporelles similaires à celles de Fernand Braudel, l'auteur analyse des sillons historiques de temps moyen, voire long, permettant de comprendre l'émergence d'un terreau favorable à la dissémination de fausses nouvelles, ainsi que leur portée stratégique dans des contextes de tensions sociales, militaires ou politiques. Cette approche s'avère très efficace dans le contexte des années McCarthy aux États-Unis, ou, en France, dans le contexte de l'invasion allemande de 1940 (l'auteur se référant entre autres travaux à ceux de Marc Bloch).

La dernière section de l'ouvrage se concentre sur les questions de réception et de perception. Comment les publics comprennent-ils la notion de vérité et les normes associées, comment jugent-ils les évolutions des médias contemporains et comment eux-mêmes agissent-ils (ou non) dans la lignée de ces cadres normatifs ? Les auteurs plongent dans l'analyse sociotechnique des réseaux sociaux, plus que nécessaire à ce stade du parcours – les chapitres précédents demeurant quelquefois un peu en dehors du spectre annoncé des réseaux socionumériques. L'analyse d'Erick Bucy et John Newhagen requestionne la problématique du vrai et du faux en journalisme à partir des « mécanismes de *feedback* » spécialement construits par les réseaux socionumériques (*likes*, partages, commentaires et autres *metrics*), leur ampleur et leur rythme posant de sérieuses entraves à toute intervention humaine critique à leur égard. Edson Tandoc porte la réflexion sur ce dilemme entre vitesse/popularité et fiabilité/vérification un cran plus loin, en démontrant comment ces mécanismes

de *feedback* affectent la création de contenu elle-même et partant, l'adhésion implicite à la recherche de vérité. Posant l'enjeu de la différenciation (parfois cruelle) s'opérant entre ce que les audiences veulent lire et écouter (selon les *metrics*) et ce qu'elles devraient lire et écouter (selon l'idéal informationnel et démocratique du journalisme), un dernier chapitre s'intéresse aux facultés créatives des audiences (en tant que producteurs potentiels de contenus ou, à tout le moins, commentateurs actifs de ce qui est produit par les médias d'information). Brian Weeks et Kelly Garrett examinent aussi comment les facettes émotionnelles orientent les cheminements individuels dans les méandres des réseaux, ainsi que les mécanismes de croyance et de jugement sur le caractère véridique ou non d'une nouvelle.

Au total, l'articulation disciplinaire de cet ouvrage est une réussite : les angles philosophiques, historiques, sociologiques et technocentrés se mêlent de manière équilibrée et utile, montrant effectivement l'apport respectif de chaque discipline (bien plus qu'une véritable démarche interdisciplinaire, qui n'est, en définitive, pas mise en œuvre). La problématique de la vérité en journalisme bénéficie par le prisme des réseaux socionumériques d'une saisie actualisée, richement sourcée et pondérée. Elle réactualise et revisite au passage certains travaux classiques des études sur le journalisme, ce qui n'est pas son moindre mérite, tout en soulignant l'immensité de la tâche que consiste à se rapprocher au plus près de ce qui est vrai et faux dans un contexte journalistique plus que bousculé par les réseaux socionumériques. En définitive, trouver un consensus à propos de la signification des mots employés, au fil d'échanges et de délibérations (en ligne), demeure encore et toujours le seul moyen de poser des jugements contextualisés et argumentés à propos de ce qui relève du vrai et du faux.

**Olivier Standaert**

Université catholique de Louvain, Observatoire de  
recherche sur les médias et le journalisme, BE-1348  
Ottignies-Louvain-la-Neuve, Belgique  
olivier.standaert@uclouvain.be

**Sébastien LEDOUX, *La Nation en récit. Des années 1970 à nos jours***

Paris, Éd. Belin, coll. Histoire, 2021, 345 pages

*La Nation en récit. Des années 1970 à nos jours* de Sébastien Ledoux n'a pas pour objectif de définir la nation française, mais bien d'analyser les différents récits narratifs qui se succèdent en France sur le passé national.

Pour y arriver, S. Ledoux retrace l'histoire des mises en récit de la nation française, des années 1970 à nos jours.

La première étape de cette histoire consiste en l'interrogation de la disparition du récit de la nation française dans les années 1970. Si la période de mai 1968 est considérée comme un abandon de ce récit, d'autres phénomènes permettent de complexifier l'analyse. *Primo*, le récit de la Résistance, fondé sur la commémoration de la Victoire, est mis en cause dans les années 1970, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Il en découle que « la mémoire de la Résistance perd sa fonction de structuration du récit national en se trouvant retirée du processus social d'endettement qui se réoriente progressivement, à partir des années 1980, vers d'autres groupes sociaux victimes de crimes de masse » (p. 35). *Secundo*, l'auteur constate la fin du récit colonial inégalitaire mis en place depuis la III<sup>e</sup> République, à l'initiative des historiens libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle. L'indépendance de l'Algérie en 1962 ouvre cependant une « béance narrative » (p. 52) quant au récit colonial, poursuivie par une absence de politiques mémorielles nationales sur la décolonisation. *Tertio*, les années 1970 sont caractérisées par une patrimonialisation du passé ainsi que l'effacement des figures héroïques, favorisant par la même occasion l'écriture et la diffusion des mémoires populaires. Finalement, au terme des années 1970, on assiste à un tournant patrimonial et ethnologique qui « produit des mises en récit publiques de l'histoire extrêmement diverses et débarrassées d'une nation prédestinée à jouer un rôle déterminant dans l'histoire universelle » (p. 72).

La deuxième étape de la politique narrative de la nation durant les années 1980 voit une collusion entre la crise du récit national et l'identité nationale, nourrie par les productions médiatiques. Certains représentants politiques, dont François Mitterrand, se saisissent alors de cette problématique pour proposer un enseignement de l'histoire centré sur le passé national. Trois thèmes sont ainsi au cœur des préoccupations. Premièrement, l'enseignement scolaire du passé national suscite un regain d'attention, comme en témoigne la vigilance accrue à l'égard de l'écriture des manuels scolaires par différents groupes d'intérêt. Deuxièmement, les politiques de la mémoire sont inaugurées afin de transmettre aux Français leur passé national et ainsi former la mémoire collective de la nation. Troisièmement, l'histoire académique connaît une effervescence notamment par l'initiative de Pierre Nora de définir la nation par les *Lieux de mémoire* (Paris, Gallimard, 1984). D'autres entreprises

scientifiques voient également le jour en s'écartant d'une « lecture immanente et finaliste » (p. 111).

La troisième étape de l'histoire des mises en récit de la nation française voit le récit national énoncé en devoir de mémoire durant les années 1990 et le début des années 2000. Si les conditions sociales permettent un dévoilement, pour l'individu et pour la collectivité, de passés violents et criminels, on assiste surtout à une criminalisation du passé. Le procès de Klaus Barbie et l'adoption de la loi tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe, dite loi Gaysot, illustrent cette criminalisation. La France se découvre malade de son passé pour reprendre l'expression d'Henry Rousso. Il faut toutefois attendre le mandat présidentiel de Jacques Chirac pour que la participation du gouvernement de Vichy à la politique d'extermination nazie soit reconnue. La place occupée par le devoir de mémoire traduit surtout un déplacement général de l'endettement des groupes concernés : « De l'endettement à l'égard de ceux qui ont défendu la nation [...] ou affirmé la République [...] à la dette à l'égard des victimes de crimes et de violences » (p. 130). Cette période voit également un « rejeu mémoriel » (p. 140) sur l'histoire des traites et de l'esclavage qui va de pair avec une nouvelle catégorisation juridique, celle du crime contre l'humanité. Ce tournant narratif entraîne un changement dans les objets d'endettement : « La dette officielle n'est plus envers ceux qui ont accompli la destinée universaliste et progressiste de la nation, mais envers ceux qui ont été victimes de crimes et dont il faut se souvenir pour assurer la prévention du racisme et le "vivre ensemble" d'une communauté nationale pensée dans sa pluralité » (p. 148). Enfin, la guerre d'Algérie s'immisce dans la mise en récit de la nation française, autour de plusieurs groupes mémoriels, dont les harkis et les pieds-noirs. À nouveau, le devoir de mémoire implique une reconnaissance des violences exercées par la France à l'égard de la population algérienne pendant la période coloniale. Au pouvoir, la droite adopte la loi du 23 février 2005 qui, en reconnaissant un statut de victime à un groupe à qui la communauté nationale doit réparation, ne manque pas d'imposer la reconnaissance du « rôle positif de la présence française outre-mer » dans les programmes scolaires. La légitimité de l'État à légiférer sur le passé est alors remise en question par des collectifs d'intellectuels, comme en témoigne la mise en place du Comité de

vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH) ou de l'association Liberté pour l'histoire.

La quatrième étape voit assigner une nouvelle fonction au récit national, parce que la mise en récit de la nation est désormais utilisée pour conquérir le pouvoir. C'est singulièrement le cas à partir de la campagne électorale de 2007 durant laquelle le futur président Nicolas Sarkozy s'affiche notamment en défenseur de l'identité nationale, en promouvant les héros nationaux et la mémoire de la Résistance. La restauration culturelle du roman national est également favorisée par une série de personnalités publiques (comme Éric Zemmour, Lorant Deutsch et Stéphane Bern) qui remettent au goût du jour l'endettement à l'égard des grands hommes de la période prérévolutionnaire, favorisant par la même occasion l'affirmation de certains discours nostalgiques et déclinistes. En réaction, une série d'historiens se saisissent alors de l'histoire nationale dans la seconde moitié des années 2010 pour proposer d'autres narrations qui s'écartent d'une rhétorique ethno-nationaliste. Le président François Hollande prend, quant à lui, le contre-pied de son prédécesseur en recherchant un équilibre mémoriel, permettant de réconcilier la France avec l'Algérie et avec différents groupes mémoriels. En même temps, il « panthéonise » des héros de la Seconde Guerre mondiale, confirmant ainsi le retour de la mémoire de cette guerre dans le champ narratif officiel de l'histoire de la nation.

La cinquième et dernière étape est marquée par une certaine rupture en raison des vagues d'attentats terroristes auxquels est confrontée la France. Désormais, « la mise en récit ne s'opère plus à partir de faits du passé, mais d'événements du présent » (p. 221). En outre, avec l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, la mise en récit de la nation française passe par la combinaison de l'histoire millénaire de la France – alimentée par la figure du héros, par la culture de la guerre et par un imaginaire patrimonial monarchique – et d'une perspective ricœurienne de la reconnaissance des erreurs ou crimes commis par la France, notamment en ce qui concerne la colonisation. Cette mise en récit favorise la verticalité du pouvoir présidentiel qui s'affiche comme une autorité transcendante.

Pour conclure l'histoire des mises en récit de la nation française, S. Ledoux s'interroge sur la cohabitation de groupes ayant vécu des expériences historiques variées et d'individus s'inscrivant dans de nouveaux rapports au passé privilégiant une « histoire à soi ». Si le concept de « concernement »,

développé par Gérôme Truc, invite à réfléchir à la manière de se sentir concerné par le statut de victime historique, il n'en demeure pas moins que les mémorialisations des crimes et d'hommage aux victimes soulèvent plusieurs limites : incohérences historiques, instrumentalisation du passé, récupération par des régimes autoritaires, absence d'égalitarisation des statuts et des conditions sociales ou encore enfermement dans une « humeur de la victimisation » (p. 266). S. Ledoux estime qu'il est dès lors nécessaire de questionner l'efficacité des politiques mémorielles qui n'empêchent aucunement les actes racistes et antisémites. Ces politiques semblent être devenues des rites de conjuration du passé, les deux guerres mondiales ayant un rôle matriciel dans cette conjuration. Elles s'inscrivent dans une prévention du risque, tout en favorisant des concurrences narratives ne permettant pas la constitution d'un « nous » nationale, mais bien la démultiplication de « nous-victimes ». S. Ledoux s'inquiète consécutivement de la direction prise par ces politiques et en appelle à la « refondation du contrat social » (p. 276). En effet, le constat dressé par S. Ledoux est sans équivoque, il n'y a pas de mise en récit des conquêtes sociales et républicaines françaises. Afin d'esquisser une mise en intrigue possible de l'histoire nationale, débarrassée de son finalisme et de sa nostalgie, l'auteur propose une « narration discontinue de promesses inaccomplies du passé » (p. 286) et en appelle à ouvrir un « "nous" dans une communauté historique et de destin en dialogue avec les autres qui ne sont pas [nos] semblables » (p. 288).

L'histoire des mises en récit de la nation française est éclairante sous plusieurs points de vue, outre la convaincante argumentation proposée par S. Ledoux, l'ouvrage permet de cerner le rôle des divers acteurs dans ces mises en récit. *Primo*, on prend la pleine mesure du rôle joué par l'école : dans les années 1970, en matière de récit colonial ; dans les années 1980, par rapport aux enjeux de l'enseignement de l'histoire de l'immigration ; dans les années 1990, en termes d'occultation du crime génocidaire à l'égard des Juifs et/ou de l'occultation de la complicité du gouvernement de Vichy. *Secundo*, l'ouvrage nous permet d'identifier les différentes actions des présidents français en termes de politiques mémorielles. S. Ledoux éclaire utilement les convergences et les divergences entre ces présidents qui s'inscrivent dans des régimes d'historicité bien différents. *Tertio*, le poids de toute une série d'acteurs du monde académique, culturel et médiatique permet de mieux comprendre la

manière dont les imaginaires sur le passé sont façonnés. Au terme de l'ouvrage, il aurait été stimulant d'offrir une cartographie des relations entre les différents acteurs qui proposent des narratifs sur la nation française. Si le lecteur peut lire entre les lignes des continuités ou des ruptures idéologiques entre tous ces acteurs, l'étude des filiations entre ceux-ci permettrait de mieux comprendre la construction des imaginaires de la nation française. Elle permettrait surtout aux citoyens de mieux se saisir des discours sur le passé national pour éviter de laisser ceux-ci aux mains des acteurs qui en « font un usage linéaire, univoque, essentialiste ou idéologique » (p. 9), comme nous y invite S. Ledoux. Ayons toutefois bien conscience qu'il s'agit d'un tout autre travail qui s'inscrirait parfaitement dans la continuité de *La Nation en récit*.

Ensuite, S. Ledoux s'inscrit dans l'air du temps lorsqu'il propose de construire une narration nationale faisant appel aux « communs », pensés en termes de coactivités, « répondant aux aspirations des personnes, quelles que soient leurs origines, leur sexe, leurs opinions, leur religion, leurs conditions sociales, à mener une vie libre et digne au sein du territoire national » (p. 292). L'argumentation de S. Ledoux alimente le débat scientifique autour des communs en nous montrant la force de la construction et la portée des imaginaires communs. Cette argumentation arrive au terme du propos de l'auteur et pourrait être complétée par la littérature qui envisage les communs à l'aune de la propriété partagée, permettant ainsi d'envisager différemment la patrimonialisation des mémoires collectives. Cette littérature compléterait l'argumentation de S. Ledoux, notamment dans une perspective juridique et économique qui n'est pas l'objet de l'ouvrage.

Enfin, l'auteur invite à penser sans cesse le poids de l'endettement – parfois mutuels – des différents groupes composant la nation française. Si l'analyse des différents endettements successifs permet de comprendre l'évolution socio-politique de la France, une question fondamentale demeure : ne conviendrait-il pas de dépasser la logique de l'endettement à l'égard des différents passés auxquels est confrontée la France, en abandonnant purement et simplement cette logique ? En effet, n'est-il pas de nature à nourrir une vision « capitaliste » de l'histoire qui consiste à systématiquement faire les comptes, soit pour les solder, soit pour en demander le paiement, soit pour constituer une rente de situation dont se prémunissent les groupes

dominants dans un État ? À nouveau, l'analyse de S. Ledoux pourrait être judicieusement complétée par une étude socio-économique de l'histoire des mises en récit de la nation française.

**Geoffrey Grandjean**

Université de Liège, BE-4000 Liège, Belgique  
geoffrey.grandjean@uliege.be

**Thierry LEFEBVRE et Sébastien POULAIN (dirs), *Les radios locales : histoires, territoires et réseaux***  
Paris, Éd. L'Harmattan/INA Éd., 2021, 260 pages

Après *Les radios libres, 30 ans de FM. La parole libérée ?* (2016), Thierry Lefebvre, spécialiste reconnu des radios libres en France, et Sébastien Poulain, cofondateur de la revue *RadioMorphoses* et administrateur du Groupe de recherches et d'études sur la radio (Grr) interrogent l'histoire des radios locales, leurs acteurs et leurs modes de fonctionnement en France et dans d'autres territoires francophones, notamment en Belgique et en République démocratique du Congo (RDC). L'étude couvre la période allant de 1896 à 2021 et s'intéresse plus particulièrement au contexte de création des stations associatives en France, leur mode de fonctionnement et leur évolution. Tout en contribuant aux travaux actuels sur la radio, elle vise à montrer la résilience des radios locales et l'engagement des acteurs.

L'ouvrage est structuré en trois parties composées de quatorze articles. Il comporte une annexe synthétique (p. 235-253) qui indique des dates clés de l'évolution technique, technologique et sociopolitique de la radio. La première partie, « Histoires » (p. 31-96), traite les différents essais ayant conduit à l'invention de la radio et aborde également la création des premières stations locales en France. Jean-Jacques Ledos considère à ce sujet l'appellation « Radio locale » comme un pléonasme car un émetteur radio est toujours installé dans une localité et diffuse dans un rayon de couverture limité (p. 33). T. Lefebvre propose la locution « radio de proximité » qui suppose « la possibilité d'un rapprochement physique entre les producteurs de contenus et leurs destinataires » (*ibid.*), c'est-à-dire une interaction permanente des auditeurs avec leur radio.

Cécile Morin évoque une radio expérimentale en zone rurale intitulée « Radio solitude en Cévennes », organisée en 1976 par France Culture (p. 53). Une semaine durant, la station nationale française donne la parole à la population afin de s'exprimer